

A Montpellier, le 08/04/2015.

Mesdames, Messieurs les élus et Responsables,

Veillez trouver ci-joint un courrier d'alerte rédigé et co-signé par un collectif d'associations montpelliéraines composé de 12 structures.

Cet écrit synthétise les constats relevés lors de 3 ateliers intitulés « *discrimination et autres pratiques illégales en matière de logement* ».

La démarche est née suite à des interventions de sensibilisation proposées par les associations Habiter Enfin ! et Les Ziconofages pour ouvrir le débat sur la question des discriminations et du logement lors des réseaux de territoires (associatifs et institutionnels) Rimbaud (Petit Bard / Cévennes / Pergola) et Pailladin (Mosson).

Les constats ont été sensiblement les mêmes dans les deux réseaux : le logement est une question centrale sur leurs territoires, des pratiques illégales sont souvent relevées dans l'accès au logement, un sentiment d'impuissance et de solitude professionnelle sur la question du logement ainsi que la pertinence et l'importance de créer des espaces d'expression et de mener des actions collectives.

Il a donc été décidé de mettre en place 3 demi-journées de travail en décembre 2014 et janvier 2015 avec pour objectif d'aboutir à une réponse ou une action concrète.

Une quinzaine d'acteurs, représentants d'institutions, élus et salariés associatifs, ont participé à ces réunions.

Au terme des 3 ateliers, les associations ont décidé de continuer à se réunir sous forme de collectif et de produire un écrit, reflet des échanges qui ont eu lieu pendant ces ateliers, afin de vous alerter sur la situation et d'en appeler à vos responsabilités et compétences respectives.

Ce collectif d'associations est coordonné par l'association Habiter Enfin ! avec le soutien Des Ziconofages.

Fruit d'un travail collectif, cet écrit a été validé et co-signé par l'ensemble des membres de ce collectif. Nous vous demandons de bien vouloir en faire une lecture attentive et de nous faire part des suites qu'il est possible d'assurer à cette réflexion.

Nous sommes disposés à vous rencontrer, à co-construire la réflexion autour de ces enjeux primordiaux et à concourir à toute réponse adaptée afin d'améliorer la situation à Montpellier.

Dans l'attente d'une réponse rapide de votre part, nous vous prions de bien vouloir agréer, Mesdames, Messieurs les élus et Responsables, l'expression de nos salutations respectueuses.

**Les co-sinataires :** AJPPN, APAJ, AVEC les Cévennes, Césam Migration Santé, Le CICADE, La CIMADE, Collectif Yves Dumanoir (CYDM), Solange Daunis, Habiter Enfin !, Justice Pour Le Petit Bard, La Table de quartier, Tin Hinan, Les Ziconofages.

« *Montpellier, la ville où les discriminations ne se couchent jamais...* »

*FACE AUX DISCRIMINATIONS, ELUS, DECIDEURS, QUE FAITES-VOUS ?*

Nous, associations de quartiers populaires de Montpellier, n'avons cessé de vous alerter, en vain, sur les diverses discriminations qui s'aggravent chaque jour un peu plus dans les quartiers.

Devant l'inertie de l'action publique, nous décidons aujourd'hui de vous interpeler collectivement et publiquement: vous ne pourrez plus dire "on ne savait pas".

Ce texte a pour vocation de poser clairement un état des lieux de la situation qui existe dans de nombreux quartiers populaires de la ville de Montpellier (en particulier, Mosson, Paul Valéry, Petit Bard, Celleneuve, Portaly, Montaubérou, Marels, Cité Gély), au sein desquels nous déplorons une absence de mixité sociale et ethnique.

Ce travail est le fruit de plusieurs ateliers intitulés "*discriminations au logement et autres pratiques illégales*". Débutés en novembre 2014, ces ateliers ont réuni des professionnels représentant des associations travaillant sur différents territoires de Montpellier, ainsi que des représentants d'institutions et une élue.

Les constats que nous faisons remonter du terrain depuis des années rentrent totalement en écho avec les différentes recherches en sciences sociales. Ils montrent que la ségrégation sociale et ethnique, conséquence de multiples discriminations, produit des effets néfastes sur tous les aspects de la vie quotidienne des personnes et des familles (logement, éducation, droits des femmes, santé, emploi, citoyenneté et accès aux droits...).

Face à ces constats, on nous renvoie souvent l'idée que tout cela est la faute des habitants qui voudraient vivre en communauté... Chacun d'entre nous travaille avec des personnes et familles qui pâtissent de ces situations discriminatoires. Notre expérience est inverse: c'est le déni persistant des discriminations de la part des institutions, le refus d'employer ce mot et l'instauration d'une parole sous contrôle dès qu'on aborde le sujet, qui sont la cause majeure de la dégradation de la situation pour les habitants des quartiers populaires.

Des injustices vécues au quotidien entraînent une perte de confiance dans les institutions, un repli sur soi (ou sur une communauté), et finalement c'est la démocratie et la République qui en souffrent. Il est donc temps de prendre la mesure de la situation.

Agissant en collectif, nous sommes déterminés à nous mobiliser, à refuser le clientélisme, et à faire entendre la parole des quartiers populaires ...

Vous trouverez dans les pages suivantes, la synthèse des constats relevés au fil de nos rencontres.

**Les co-sinataires :** AJPPN, APAJ, AVEC les Cévennes, Césam Migration Santé, Le CICADE, La CIMADE, Collectif Yves Dumanoir (CYDM), Solange Daunis, Habiter Enfin !, Justice Pour Le Petit Bard, La Table de quartier, Tin Hinan, Les Ziconofages.